Initiatives parlementaires

Les prestataires d'assurance-chômage qui demandent à être dispensés d'agir comme jurés le font à cause de la faible indemnisation. J'estime, monsieur le Président, que les juges qui croient que l'indemnité que versent les provinces aux personnes qui font partie d'un jury est inadéquate devraient se pencher sur ce problème. La solution, monsieur le Président, malgré la bonne intention de mon honorable ami qui propose la modification, n'est pas de modifier la Loi sur l'assurance-chômage, mais de demander aux provinces d'augmenter l'indemnisation versée à leurs citoyens qui remplissent leur devoir civique en faisant partie d'un jury et en travaillant comme bénévoles dans leurs collectivités.

Je termine ainsi, monsieur le Président, et je vous remercie. J'espère que le député libéral qui a essayé d'intervenir alors que je faisais mon discours m'aura quand même bien écouté.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, j'ai écouté avec attention le discours du député d'Abitibi. Je dois vous dire que j'ai accusé le député de lire un discours qui n'était pas le sien. Mais, monsieur le Président, je l'ai fait pour offrir un compliment, un hommage au député car je sais que son discours à lui, celui qu'il aurait lui-même rédigé, serait trente fois supérieur à ce texte-là qu'on lui a fourni, monsieur le Président.

Je fais confiance au député d'en face. Je ne fais aucunement confiance, par exemple, à ceux qui ont écrit le discours en question parce qu'il est évident qu'ils ne sont pas du tout aussi intelligents que le député d'Abitibi.

Monsieur le Président, le député d'Abitibi, ainsi que le député d'Athabasca nous parlaient tantôt du fait que l'assurance-chômage est un système qui existe pour faire en sorte d'offrir des bénéfices aux prestataires, tant et aussi longtemps qu'ils veulent chercher de l'emploi, sans exception. Mais ce n'est pas vrai, monsieur le Président. Regardez, je vous cite l'article 14 de la loi existante.

«14. Un prestataire n'est pas admissible au versement des prestations initiales pour tout jour ouvrable d'une période de prestations pour lequel il ne peut prouver qu'il était:

a) soit capable de travailler et disponible à cette fin et incapable d'obtenir un emploi. . .

b) soit incapable de travailler ce jour-là par suite d'une maladie, blessure ou mise en quarantaine prévue par les règlements et qu'il aurait été sans cela disponible pour travailler.»

Alors, si on est sur l'assurance-chômage et que l'on est malade, que l'on est en quarantaine, ou pour d'autres raisons valables, telles qu'énumérées à l'article 14, on peut quand même recevoir des prestations.

Alors, nous ne sommes pas ici aujourd'hui, monsieur le Président, pour faire le procès du fait qu'il y a ou qu'il n'y a pas d'exceptions à la règle. Il y en a des exceptions à la règle. Ce que mon collègue de Restigouche—Chaleur nous dit aujourd'hui, c'est qu'il faut avoir une autre exemption, non pas qu'il faut avoir des exemptions—ça c'est déjà établi, c'est dans la loi et le gouvernement ne l'a pas contesté, n'a pas tenté de la rayer. Donc, c'est là. Ce que mon collègue dit, c'est qu'il doit y avoir d'autres exemptions.

[Traduction]

Écoutons les règles et comment on procède aujourd'hui. Un juré ne peut se rendre au travail le jour où il exerce cette fonction et ne peut toucher de prestations d'assurance-chômage. Eh bien, certains députés d'en face disent que c'est la faute de la province qui ne paie pas assez les membres d'un jury.

Un autre député a dit que c'était bien, que ceux qui ne sont pas assez riches pour être jurés demandent au juge d'être exemptés. Je croyais que c'était un principe du droit commun qu'on soit jugé par ses pairs, et non par les riches. Quelle est cette attitude?

J'ai ici un article du *Mountain Times Transcript* du 6 février 1991. Je demande à mes collègues d'en face d'en prendre note. Qu'ils laissent faire le discours que les agents du ministère leur a préparé. L'article dit: «Règle stupide de l'assurance-chômage. Le juge dispense des jurés éventuels.» On y explique comment un juge a permis à un juré de retourner chez elle, parce qu'elle aurait autrement perdu ses prestations d'assurance-chômage. Le juge a qualifié cette règle de stupide. Est-ce bien la position qu'ils veulent défendre en lisant des documents que leur ont remis les fonctionnaires du ministère? Je dis à mes collègues d'en face: «Laissez faire ces sottises. Donnez-nous votre opinion. Ne vous préoccupez pas de ce que les fonctionnaires vous ont dit de lire. Ce ne sont pas eux qui mènent. C'est nous. Nous sommes élus à cette Chambre pour faire des lois qui sont justes et équitables pour tous les Canadiens, non pas pour lire des âneries rédigées par des laquais au service du ministère ou par un sous-fifre du ministre.»

Les députés d'en face n'ont parlé que des fonctions de juré. Ils semblent en avoir contre ce principe; ils semblent croire que seuls les riches ont le droit de remplir les fonctions de juré. Que dire des pompiers, des pompiers volontaires, de ceux qui luttent contre une inondation ou participent à des opérations de sauvetage? Supposons que certains députés n'approuvent pas la dernière partie de la disposition où l'on parle des gens qui participent «à